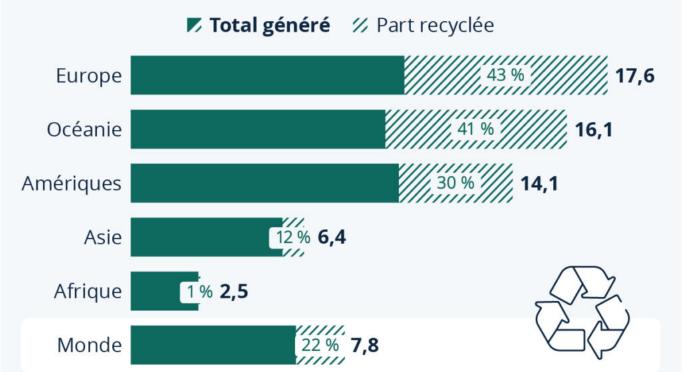


L'Europe génère le plus de déchets électroniques

L'Europe génère le plus de déchets électroniques

Volume de déchets électroniques générés et recyclés par habitant en 2022 par région du monde, en kg



Source: Global E-Waste Monitor 2024









Dans le monde, chaque personne génère en moyenne environ 8 kilogrammes de déchets électroniques par an. Cependant, il existe des différences régionales importantes, comme le montrent les données du dernier rapport <u>Global E-Waste Monitor</u> des Nations unies. L'Europe arrive en tête avec une moyenne annuelle de <u>plus de 17 kilogrammes de déchets électroniques par habitant</u>, dont 43 % sont officiellement recyclés, tandis que chaque personne en Afrique ne génère que 2,5 kilogrammes en moyenne, dont seulement environ 1 % est recyclé.

Comme le met en avant notre infographie, même si l'Europe affiche le taux de recyclage régional le plus élevé au monde, devant l'Océanie (41 %) et les Amériques (30 %), elle demeure la région produisant le plus de déchets électroniques non-recyclés : 10,1 kilogrammes par habitant en moyenne, juste devant les Amériques (9,9 kg) et l'Océanie (9,4 kg).

À l'échelle mondiale, actuellement environ un cinquième (22 %) des déchets électroniques générés sont officiellement collectés et recyclés. Les quantités restantes sont collectées de manière non officielle, partiellement recyclées ou éliminées comme déchets résiduels et envoyées en décharge. Les déchets électroniques non-recyclés représentent une menace environnementale majeure, car ils contiennent des substances toxiques comme le plomb, le mercure et le cadmium, susceptibles de polluer les sols et les cours d'eau.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Le nombre de SDF a plus que doublé en l'espace d'une décennie





Le 10 octobre 2025 a eu lieu la 16e Journée internationale de lutte contre le sans-abrisme. Cette initiative née en 2010 a pour objectif de mettre en lumière les mesures de lutte contre le sans-abrisme et de sensibiliser le grand public à cette problématique. En France, malgré les efforts déployés dans le cadre du plan « Logement d'abord » (lancé en 2017), on assiste à une hausse significative du nombre de personnes sans-domicile ces dix dernières années.



Selon des estimations publiées en début d'année par la <u>Fondation pour le Logement des Défavorisés</u>, le nombre de personnes sans-domicile en France a plus que doublé en l'espace d'une décennie. Alors que la dernière enquête « Sans-domicile » publiée par l'Insee, de 2012, estimait à 143 000 le nombre de personnes privées de domicile, un chiffre en hausse de 50 % par rapport à la première enquête de 2001, la Fondation estime aujourd'hui qu'il s'élève au moins à 350 000. Ces chiffres incluent les personnes sans abri, en habitation de fortune, en hébergement collectif ou associatif et en centre d'accueil.

« Une telle hausse, en si peu de temps, devrait provoquer l'effet d'un électrochoc de la part du gouvernement et plus largement de la société toute entière » s'est indigné Christophe Robert, délégué général de la Fondation. Comme le révèle une autre étude récente de l'OCDE à ce sujet, la France fait partie des pays étudiés (avec l'Angleterre) où les problèmes de sans-abrisme seraient les plus prévalents, avec <u>plus de 300 personnes sans-domicile recensées pour 100 000 habitants</u> en 2023.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

La ruée vers les écoles de commerce



Le nombre d'étudiants en écoles de commerce a doublé en 15 ans

Nombre d'étudiants inscrits en école de commerce, gestion et vente en France de 1980 à 2023 (en milliers)



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche



statista **Z**



Depuis le début des années 2000, le nombre d'étudiants en écoles de commerce et de gestion a connu une croissance spectaculaire : elles sont devenues un parcours prisé par les jeunes en raison de l'employabilité, des salaires attractifs et de l'ouverture à l'international qu'elles offrent.

Selon les données ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, on



dénombrait ainsi seulement 16 millions d'étudiants dans les écoles de commerce, gestion et vente françaises en 1980. Ce chiffre était passé à 63 millions pour la rentrée 2000-2001, puis à 121 millions dix ans plus tard, avant d'atteindre plus de 250 millions en 2023-2024, soit une multiplication par quatre des effectifs environ depuis le début du 21e siècle.

Le niveau d'employabilité des diplômés est un argument majeur pour les étudiants choisissant ce parcours. En effet, les écoles de commerces affichent un taux d'insertion professionnelle supérieur à 90 % dans les six mois après l'obtention du diplôme (Enquête Insertion 2024, CGE), et peuvent offrir des salaires 30 à 50 % plus élevés que la moyenne des autres filières. Ces écoles restent malgré tout un choix minoritaire pour les étudiants français : ils étaient environ six fois plus nombreux à être inscrits à l'université en 2023-2024 (1,6 millions environ), ce qui est en partie due aux coûts prohibitifs des écoles de commerce.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Quels pays d'Europe appliquent un impôt sur la fortune ?



Quels pays d'Europe appliquent un impôt sur la fortune ?

Pays européens dans lesquels une taxe sur les plus grandes fortunes est en vigueur en 2025

- Impôt sur la fortune
- Impôt partiel sur la fortune
- Pas d'impôt de ce type



Régional : 0,2 % à 3,5 % sur les actifs >700 000 € National : 1,7 à 3,5 % sur les actifs ≥3 M €

Régional : 0,7 % en moyenne sur les actifs >145 000 € National : 1,1 % sur les actifs >1,7 M €

- Cantonal : 0,05 % à 0,9 % sur les actifs >105 000 €
- Impôt de 0,7 % à 1,25 % sur les actifs immobiliers >1,3 M €
- Impôt indirect de 36 % sur le "rendement fictif" du patrimoine : épargnes, actions, etc.
- Impôt de 0,15 % sur les actifs financiers >1 M €



Sources: Tax Foundation Europe/OCDE via Toute L'Europe











L'impôt sur la fortune (ou ses équivalents) suscite de vifs débats en France comme dans d'autres pays européens. Moins répandu que l'impôt sur le revenu, il vise à taxer les patrimoines les plus élevés, principalement dans le but de réduire les inégalités ou de financer des politiques sociales. Comme le détaille notre carte, basée sur des données compilées par Toute L'Europe, en 2025, seuls quelques pays d'Europe appliquent un impôt sur la fortune. Il s'agit de l'Espagne, la Norvège, la Suisse, et dans une moindre mesure (partiellement), de la France, des Pays-Bas et de la Belgique.

En Espagne, l'impôt sur la fortune est géré par les régions autonomes et varie de 0,2 % à 3,5 % sur les patrimoines de plus de 700 000 d'euros. En outre, depuis 2022, un nouvel impôt de solidarité temporaire sur les grandes fortunes a été instauré à l'échelle nationale : celui-ci touche les patrimoines de 3 millions d'euros ou plus, avec un taux de prélèvement allant de 1,7 à 3,5 %. En Norvège, le taux d'imposition sur la fortune est de 0,7 % en moyenne (en fonction des localités) sur les actifs dépassant environ 145 000 euros. De plus, en 2022, le gouvernement norvégien a porté le taux d'imposition national à 1,1 % (contre 1 % avant) pour les actifs supérieurs à 1,7 million d'euros. Enfin, en Suisse, l'impôt sur la fortune est progressif et dépend du canton : il concerne les patrimoines de plus de 100 000 euros environ et varie globalement de 0,05 % à 0,9 %.

En France, l'impôt de solidarité sur la fortune a été abandonné en 2018 et remplacé par un impôt sur la fortune immobilière. Ce dernier vise les patrimoines immobiliers au-delà de 1,3 million d'euros avec un taux progressif de 0,7 % à 1,25 %. Aux Pays-Bas également, l'impôt sur la fortune a été supprimé en 2001 et existe aujourd'hui sous une autre forme. Il s'agit d'une imposition indirecte, avec une taxe de 36 % sur le « rendement fictif » du patrimoine (épargnes, actions, etc.). La Belgique applique elle aussi un impôt partiel sur la fortune, qui prend la forme d'une contribution de solidarité de 0,15 % sur les actifs financiers de plus d'un million d'euros.

Plusieurs autres pays européens appliquaient un impôt sur la fortune par le passé mais l'ont abandonné au cours des dernières décennies. C'est le cas par exemple de l'Italie en 1992, de l'Autriche en 1994, de l'Irlande, du Danemark et de l'Allemagne en 1997, ou plus récemment de la Finlande (2006) et de la Suède (2007).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les Français ne font pas confiance à la justice

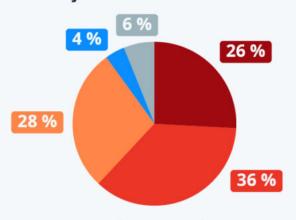


Les Français ne font pas confiance à la justice



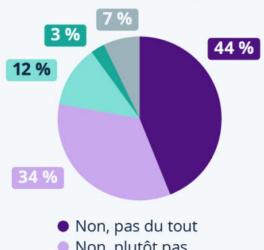
Opinions des Français sur le système judiciaire du pays

Diriez vous que vous avez confiance dans la justice?



- Pas du tout confiance
- Plutôt pas confiance
- Plutôt confiance
- Tout à fait confiance
- Ne se prononce pas

Selon vous, la justice est-elle suffisamment sévère aujourd'hui?



- Non, plutôt pas
- Oui, plutôt
- Oui, tout à fait
- Ne se prononce pas

Base : échantillon de 1 000 adultes (18 ans et plus) représentatif de la population française interrogée en septembre et octobre 2024.

Source: Institut Verian pour le Figaro Magazine









L'ancien chef de l'État Nicolas Sarkozy a été condamné jeudi 25 septembre à cinq ans de prison ferme pour association de malfaiteurs dans l'affaire du financement Libyen de sa campagne présidentielle de 2007. Malgré son intention de faire appel du jugement, Nicolas Sarkozy devrait être incarcéré d'ici un mois. La présidente du tribunal correctionnel de Paris a dénoncé « des faits d'une gravité exceptionnelle de nature à altérer la confiance des citoyens en ceux qui les représentent ». Cette dernière a depuis fait



l'objet de nombreuses menaces de mort sur les réseaux sociaux, pour lesquelles deux enquêtes ont été ouvertes.

Comme le montre notre infographie, basée sur un <u>sondage</u> de l'institut Verian pour le Figaro Magazine, les Français sont nombreux à déclarer ne pas faire confiance à la justice. Ils étaient en effet 62 % à dire ne pas faire confiance du tout ou plutôt pas confiance à la justice française, et 78 % disaient même penser que la justice n'est aujourd'hui pas assez sévère. Comme le souligne l'institut le Figaro, cette absence de confiance dans la justice dépasse les clivages politiques, puisque cette opinion était partagée par les électeurs de gauche et de droite.

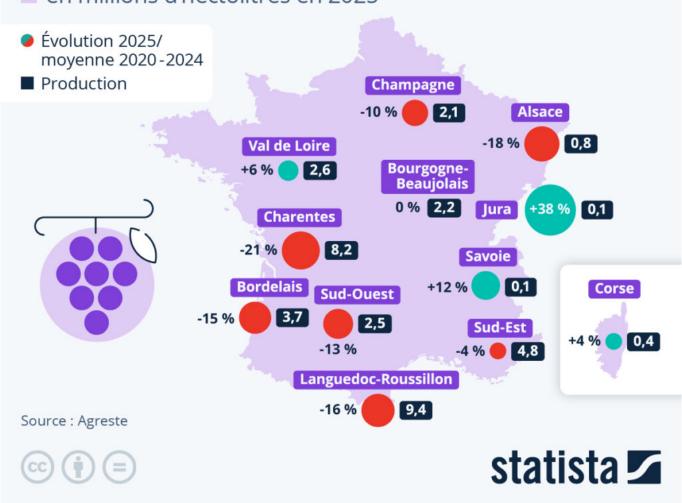
De Valentine Fourreau pour Statista

La production viticole affectée par les aléas climatiques



La production viticole affectée par les aléas climatiques

Estimation de la production viticole par région française en millions d'hectolitres en 2025



La production viticole mondiale a atteint en 2024 son niveau le plus bas depuis 1961. Estimée à un peu moins de 226 millions d'hectolitres par l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), soit une baisse de 4,8 % par rapport à 2023, la production de vin mondiale a ainsi été historiquement faible pour la deuxième année consécutive. L'OIV indique que des conditions climatiques extrêmes ont gravement affecté les vignobles du monde entier : de violentes sécheresses ont notamment touché une grande partie 16 décembre 2025 |

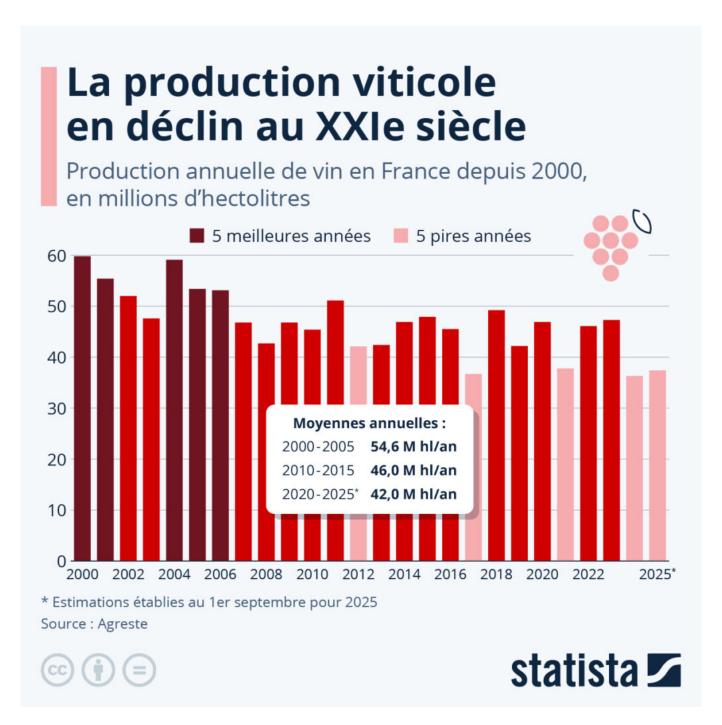


Ecrit par le 16 décembre 2025

du globe, et les conditions météorologiques ont entraîné l'apparition de mildiou et d'autres maladies dans certains des principaux pays producteurs de vin, dont l'Italie, la France et l'Afrique du Sud. Après être redevenue en 2023 le premier producteur de vin au monde, la France est retombée l'année dernière derrière l'Italie, qui occupe la première place presque chaque année depuis 2007, à l'exception de 2011, 2014 et 2024.

Si la France a elle aussi connu une production viticole faible en 2024, les <u>prédictions</u> publiées début septembre par l'Agreste laissent espérer un léger rebond de 3 % cette année : la production devrait s'élever à 37,4 millions d'hectolitres en 2025. Ce chiffre est malgré tout largement inférieur à la moyenne des cinq dernières années (2020-2024), puisqu'il marque une diminution de 13 % de la production de vin en France. Les résultats varient fortement d'une région à l'autre. Le Jura, dont la production avait été particulièrement désastreuse en 2024 en raison du gel, devrait ainsi voir sa récolte tripler cette année, pour n'atteindre cependant qu'un niveau similaire à celui de 2023. Le Val de Loire devrait voir sa production augmenter de 26 % par rapport à 2024, et la région Bourgogne-Beaujolais de 24 %. Malgré cela, les estimations de l'Agreste placent les volumes de production de presque toutes les régions viticoles de France bien en deçà de la moyenne de 2020-2024 : -21 % dans les Charentes, -18 % en Alsace, ou encore -16 % dans le Languedoc-Roussillon, région produisant le plus de vin de l'Hexagone. Le Languedoc-Roussillon devrait ainsi produire 9,4 millions d'hectolitres de vin cette année, contre plus de 11 millions en moyenne entre 2020 et 2024. Le <u>Bordelais</u> devrait lui aussi voir sa production diminuer drastiquement : -15 % en 2025 comparé à la moyenne des cinq dernières années.





La production de vin en déclin au XXIe siècle

Cette année, les vendanges ont commencé à une date très précoce dans plusieurs régions françaises, hâtées par les conditions climatiques et les vagues de chaleur « Depuis trente ans on a gagné quasiment deux semaines de précocité des vendanges, ça peut aller jusqu'à vingt jours pour une année comme celleci », explique Bernard Farges, président du Comité national des interprofessions des vins (CNIV),



interrogé fin août par Le Figaro.

Selon les estimations de l'Agreste publiées début septembre, la récolte 2025 devrait également faire partie des quatre pires en volume du XXIe siècle. Le service statistique du ministère de l'Agriculture prévoit une production de vin à 37,4 millions d'hectolitres, avec un paysage contrasté selon les régions. Si cela représente un léger rebond de +3% comparée à la récolte historiquement faible de 2024, ce niveau de production reste nettement en retrait (-13%) par rapport à la moyenne des cinq dernières années (42 millions d'hectolitres).

L'année 2024 avait été difficile dans presque tous les bassins viticoles en raison de conditions climatiques particulièrement défavorables, dont le gel au printemps, la grêle, suivis du mildiou, une maladie due aux fortes pluies. Cette année, comme l'explique l'Agreste, ce sont surtout « la canicule et la sécheresse en août qui ont impacté le potentiel de production et avancé les dates de vendange dans plusieurs vignobles ».

En France comme ailleurs dans le monde, la production de vin connaît un déclin significatif ces dernières années, en lien notamment avec la recrudescence d'événements climatiques défavorables. Par rapport à la moyenne annuelle mesurée il y a une décennie (46 millions d'hectolitres de 2010 à 2015), la production viticole française des cinq dernières années est en baisse de 9%.

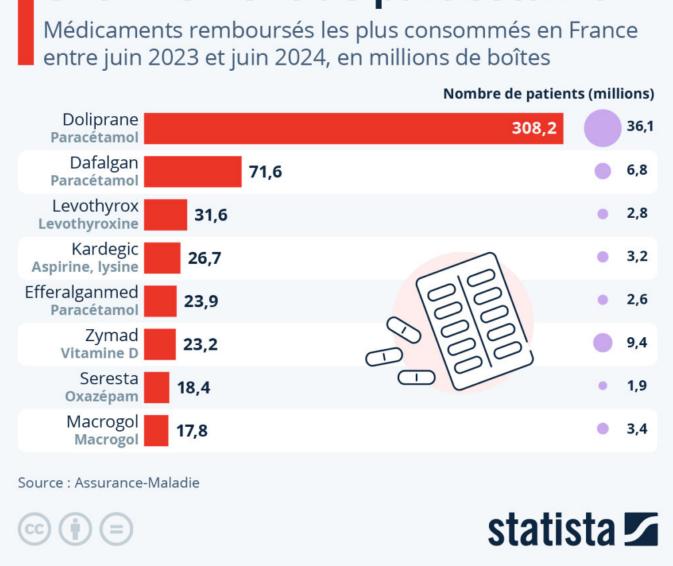
De Valentine Fourreau et Tristan Gaudiaut pour Statista

Les Français consomment énormément de paracétamol

16 décembre 2025 |

Ecrit par le 16 décembre 2025

Les Français consomment énormément de paracétamol



Le président américain Donald Trump a suscité la controverse lundi en établissant un lien entre la prise de paracétamol pendant la grossesse et l'autisme. Lors d'une conférence de presse et en présence du ministre de la santé, Robert Kennedy Jr, célèbre pour ses nombreuses positions anti-vaccins, Donald Trump a affirmé que Cuba, où l'on trouve soi-disant peu de paracétamol, n'a presque aucun cas d'autisme. Le président de l'association américaine des gynécologues a fustigé la décision des autorités



sanitaires du pays de mettre en garde les femmes enceintes contre l'utilisation du paracétamol durant la grossesse suite aux déclarations du président, une décision qui, selon lui, « n'est pas justifiée par le corpus complet de recherche scientifique et simplifie dangereusement les causes multiples et complexes à l'origine de complications neurologiques chez l'enfant ». L'OMS a également rappelé que de nombreuses études à ce sujet n'ont établi aucun lien entre le paracétamol et l'autisme.

Comme le montre note infographie, le paracétamol est aujourd'hui de loin le médicament remboursé le plus consommé en France. D'après des données publiées par l'Assurance-Maladie, plus de 308 millions de boîtes de Doliprane ont été prescrites dans le pays entre juin 2023 et juin 2024, à environ 36 millions de patients. Et, des huit médicaments les plus prescrits dans le pays, trois étaient des antalgiques à base de paracétamol. Au total, plus de 415 millions de boîtes de médicaments à base de paracétamol ont été délivrées en un an en France auprès de 43 millions de patients. D'après l'Assurance-Maladie, la France reste aujourd'hui la plus importante consommatrice de cet analgésique en Europe.

De Valentine Fourreau pour Statista

Marché du travail : plus de 14 % des salariés du privé touchent le Smic



Plus de 14 % des salariés du privés touchent le SMIC

Évolution de la proportion de salariés au Smic en France (secteur privé non agricole) et du montant du Smic





^{*} Au 1er janvier de chaque année. En 2024, la revalorisation (+3,4 %) cumule celles de mai 2023 (+2,2 %) et de janvier 2024 (+1,1 %).

Source: Dares



statista 🗹

Comme le montrent les données de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des Statistiques (<u>Dares</u>) présentées dans notre infographie, 14,6 % des salariés français du privé (hors secteur agricole) touchaient le salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en 2024, soit 2,7 millions de personnes. Ces chiffres sont en baisse par rapport au pic de 17,3 % (3,1 millions de salariés) atteint en 2023, mais restent élevés par rapport à la tendance historique. Il s'agit en effet de la deuxième





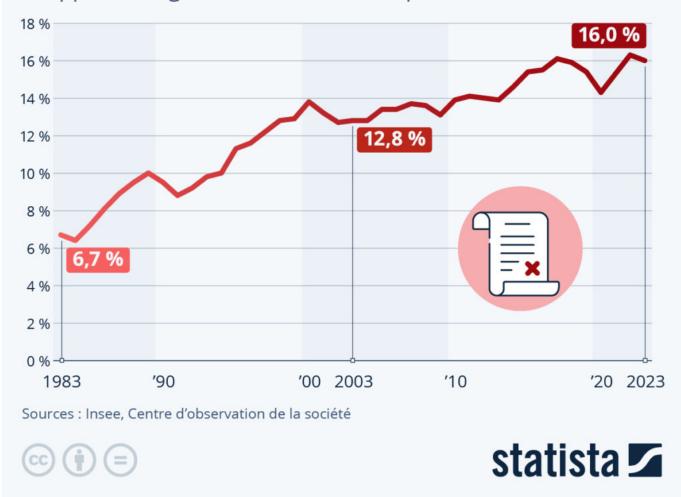
proportion la plus élevée mesurée depuis 2007, derrière 2023 et juste devant 2022 (14,5 %).

Dans le détail, la majorité des smicards sont des femmes (57 %), alors qu'elles représentent moins de la moitié des salariés (45 %). Les secteurs les plus représentés (hors agriculture) sont ceux du commerce de détail alimentaire et non-alimentaire, ainsi que de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, dans lesquels la part d'employés payés au Smic dépasse 25 %.

Les revalorisations successives du Smic face à l'inflation ces dernières années et la faible progression des bas salaires expliquent en grande partie l'explosion récente du nombre de salariés touchant le salaire minimum. Depuis le 1er janvier 2021, le SMIC a été revalorisé neuf fois en France, avec une augmentation d'environ 14 % du montant horaire brut entre le 1er janvier 2021 (10,25 €) et le 1er novembre 2024 (11,88 €). Ainsi, les personnes qui touchaient un peu plus que Smic – si elles n'ont pas été suffisamment augmentées par leur employeur au cours de cette période – ont vu leur rémunération rattrapée par le salaire minimum.

La précarité du travail a doublé depuis les années 1980

Évolution de la part des emplois en CDD, interim et apprentissage dans le total de l'emploi salarié en France



La précarité du travail a doublé depuis les années 1980

Selon les calculs du <u>Centre d'observation de la société</u> basés sur des données de l'Insee, en 2023, 16 % des emplois salariés en France présentaient un statut précaire, c'est-à-dire contrats à durée déterminée,



d'apprentissage ou d'intérim. Ce taux est deux fois supérieur à celui mesuré dans les années 1980. Comme le retrace notre infographie, la précarité du travail a très fortement augmenté du milieu des années 1980 à la fin des années 1990, le taux d'emplois précaires grimpant de 7 % en 1985 à 14 % en 2000. Après une phase de stabilisation de quelques années, il est à nouveau reparti à la hausse au début des années 2010, pour atteindre 16 % en 2017. Depuis, il semble plus ou moins se maintenir à ce niveau. Les premiers concernés par l'emploi précarisé sont les salariés les moins diplômés et les jeunes. Chez les salariés de moins de 25 ans, le taux de précarité est par exemple passé de 17 % en 1982 à plus de 50 % ces dernières années.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Combien y a-t-il d'élèves par classe dans les écoles primaires et collèges des pays de l'OCDE ?



16 décembre 2025 |

Ecrit par le 16 décembre 2025

Combien y a-t-il d'élèves par classe dans les pays de l'OCDE? Effectif moyen par classe dans les établissements publics d'enseignement primaire et secondaire inférieur en 2023 Primaire Secondaire inférieur lapon (32 27 Royaume-Uni # 25 Allemagne France (25 21 États-Unis 🕮 22 20 Danemark # 20 20 Espagne 6 24 Islande # 20 Luxembourg Source: OCDE statista 🔽



16 décembre 2025 |



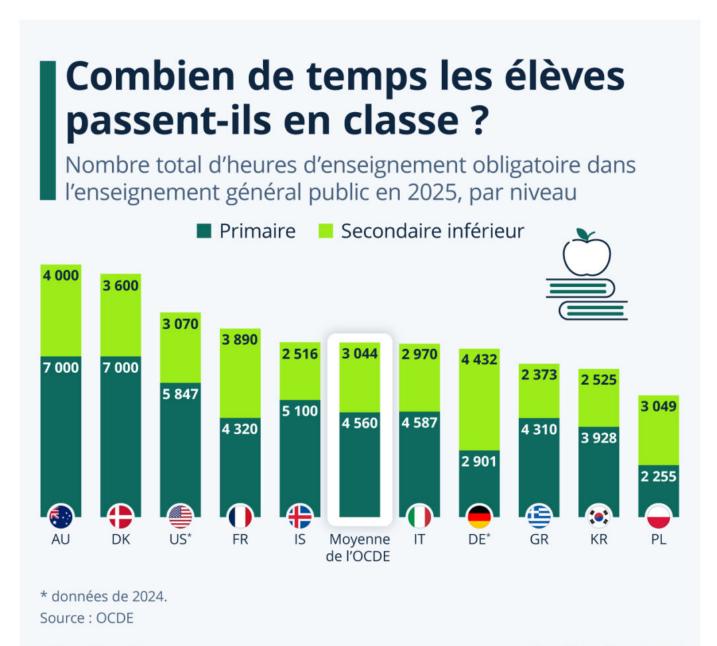
Ecrit par le 16 décembre 2025

La France n'est pas le seul pays concerné par les pénuries d'<u>enseignants</u>. Un peu partout dans le monde – en Europe, mais aussi au Canada, aux États-Unis et en Australie – les écoles peinent à recruter des instituteurs. Une situation qui, si elle persiste, pourrait conduire à une hausse globale du nombre moyen d'élèves par classe, alors que la réduction des effectifs est souvent avancée comme une solution pouvant permettre un enseignement de meilleure qualité.

En 2023, on comptait en moyenne 27 élèves dans les classes des écoles primaires publiques du Japon et du Royaume-Uni, soit six élèves de plus que dans les écoles françaises. À l'inverse, les élèves luxembourgeois n'étaient que 15 par classe à niveau équivalent. Dans la plupart des pays étudiés, les effectifs étaient plus importants dans les classes du secondaire inférieur (collège ou équivalent) que dans les classes de primaire, mais, comme le montre notre infographie, ce n'est pas le cas au Royaume-Uni. C'est une fois de plus au Japon qu'on trouvait le plus grand nombre d'élèves dans les classes du cycle secondaire inférieur : 32 en moyenne. Des 38 pays de l'OCDE, quatre seulement avaient des classes de 30 élèves ou plus pour le premier cycle du secondaire (le Japon, la Colombie, le Costa Rica et Israël), tandis que la moyenne de l'OCDE se situait à 23 élèves.

S'il est avéré que le nombre d'étudiants par professeur joue un rôle sur la qualité de l'apprentissage, le bruit et la promiscuité sont autant de facteurs déterminants. Selon des <u>recherches</u> menées en France par l'École des hautes études en sciences sociales, la réduction des effectifs s'accompagne généralement d'une amélioration du niveau scolaire, en particulier pour les élèves issus des milieux les moins favorisés. Le taux d'encadrement ne suffit toutefois pas à lui seul à garantir la réussite scolaire. Les styles d'enseignement, les méthodes pédagogiques ainsi que des facteurs extra-scolaires rentrent également en compte.















Combien de temps les élèves passent-ils en classe ?

Les élèves des pays de l'OCDE reçoivent en moyenne 7 604 heures d'enseignement obligatoire du début de l'école primaire à la fin du secondaire inférieur (collège). C'est ce qui ressort d'un récent rapport de l'OCDE intitulé Regards sur l'éducation. Il existe cependant un écart important entre les pays, les élèves polonais ne recevant en moyenne que 5 304 heures d'enseignement, contre près du double en Australie,





où les enfants doivent suivre 11 000 heures de cours. En France, les élèves reçoivent en moyenne 8 210 heures d'enseignement obligatoire du CP à la 3e.

La durée de l'enseignement varie également considérablement selon les pays. Dans l'OCDE, l'enseignement primaire dure en moyenne six ans, mais il varie de quatre ans en Autriche, en Bulgarie, en Croatie, en Allemagne, en Hongrie, en Lituanie, en Pologne, en République slovaque et en Turquie, à sept ans en Australie, au Danemark, en Islande, en Norvège et en Écosse. L'enseignement secondaire inférieur obligatoire dure en moyenne trois ans, mais varie de deux ans au Chili et en Belgique à cinq ans en Allemagne, au Pérou et en Slovaquie, et six ans en Lituanie.

De Valentine Fourreau pour Statista